

**Christophe Signié (dir.), *Activités de production et syndicalisme en Afrique et au Cameroun XIX<sup>e</sup> & XX<sup>e</sup> siècles. Mélanges en hommage au professeur Léon Kaptué*, Paris, L'Harmattan, 2022, 323 p.**

Françoise Blum

Mise en ligne : janvier 2025

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2025.cr07>

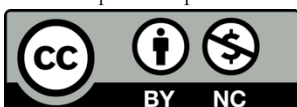
Cet hommage au professeur Léon Kaptué est plus que mérité. Léon Kaptué a en effet été un précurseur et ses travaux ont fait date. Sa thèse de doctorat d'État est une véritable somme sur l'histoire du syndicalisme camerounais<sup>1</sup> et un livre consacré au travail et à la main d'œuvre durant la période coloniale<sup>2</sup> et issu de sa thèse de troisième cycle a également fait date. Le volume de mélanges qui lui est consacré est construit en fonction de ces deux œuvres majeures. La première partie porte en effet sur le travail, et la seconde plus spécifiquement sur le syndicalisme. À l'exception d'une contribution sur le syndicalisme enseignant au Bénin et d'une autre sur l'Organisation Internationale du Travail (OIT) en Afrique, le Cameroun est le terrain ici exploré. Il s'agit dans la première partie du travail agricole (deux contributions), du travail pénal ou dans les musées, des rapports entre médecine du travail et entreprises.

La deuxième partie, sur laquelle nous allons insister étant donné le thème de ce numéro de la RHCA, a l'intérêt de présenter et des études générales sur le syndicalisme au Cameroun et des études plus spécifiques sur tel ou tel secteur. En matière d'étude générale il y a la contribution de Jabiru Muhammadou Amadou qui dresse un tableau synthétique du syndicalisme au Cameroun de 1944 à 2015, élargissant ainsi le champ chronologique couvert par Kaptué. Il détermine trois temps principaux dans cette histoire : le syndicalisme des temps coloniaux, le monosyndicalisme des temps post-indépendance et du parti unique et la libéralisation post 1990, qui va de pair avec une véritable explosion du nombre des syndicats mais aussi une continuité de la répression dans un État resté, sous la présidence de Paul Biya, un État autoritaire. Sur la période coloniale, nous trouvons aussi la contribution très originale d'Emmanuel Tchumtchoua qui s'intéresse à l'aide apportée aux syndicalistes camerounais par leurs camarades cégétistes français. On connaissait déjà le rôle de Gaston Donnat<sup>3</sup> dans la genèse du syndicalisme camerounais et du mouvement nationaliste mais celui d'Ernest Fines que met en lumière Emmanuel Tchumtchoua n'a jamais été documenté. On peut peut-être lui reprocher de ne voir dans l'autonomisation des syndicats et en particulier la création de l'UGTAN (Union générale des travailleurs d'Afrique noire) qu'une sorte de rupture réactionnaire avec la CGT alors que cette autonomisation qui eut lieu dans tous les pays d'Afrique correspondait à un véritable ethos anti-colonial. Mais sa contribution n'en reste pas moins intéressante. Une autre contribution, celle de Zacharie Ondo, porte sur l'avenir syndical aux temps du parti unique, et à ce que l'inféodation du syndicat au parti, théorisée dans d'autres lieux en tant que « participation responsable », peut avoir de délétère. Elle présente en un premier temps et de façon assez curieuse le monosyndicalisme lié au parti comme applaudi par les « masses » (p. 249), ce qui resterait incontestablement à prouver. Deux contributions concernent la période de libéralisation

<sup>1</sup> Léon Kaptué (1988), *L'expérience syndicale au Cameroun : des origines à 1960*, thèse, université de Yaoundé.

<sup>2</sup> Léon Kaptué (2004), *Travail et main-d'œuvre au Cameroun sous régime français : 1916-1952*, Paris, L'Harmattan, [1986].

<sup>3</sup> Voir par exemple : Gaston Donnat (1986), *Afin que nul n'oublie : itinéraire d'un anti-colonialiste*, Paris, L'Harmattan.



des conférences nationales et des plans d'ajustement structurel. Celle de Christophe Signié, également directeur de la publication, nous compte l'histoire quelque peu chaotique d'un syndicat de l'enseignement supérieur, le SYNES, et en particulier de ses rapports avec le pouvoir, et celle de William Ndongmo interroge de façon très intéressante le rapport des syndicats avec le secteur informel, mettant en lien cette relation avec une situation économique plus générale.

On peut dire à la lecture de cet ouvrage que le Cameroun est loin d'être un cas particulier en Afrique francophone. La contribution sur le Bénin met d'ailleurs déjà en lumière ce qu'en matière de syndicalisme il y a de commun entre les deux pays. Il y a au Bénin comme au Cameroun une explosion syndicale dans les années 90 même s'il n'y eut pas au Cameroun contrairement au Bénin de conférence nationale. Au Bénin toujours, la tendance autoritaire du régime sous la présidence de Patrice Talon se manifeste par une sévère restriction du droit de grève et partant du syndicalisme. La comparaison pourrait être faite avec bien d'autres pays. Ce qui fait la spécificité du Cameroun, c'est le lien entre syndicalisme et l'Union des Populations du Cameroun (UPC), c'est-à-dire avec un mouvement nationaliste unique en Afrique sous tutelle française.

On peut déplorer quelques erreurs qui sont peut-être d'ailleurs autant de coquilles comme la date de dissolution de l'UPC (qui est le 13 et non le 15 juillet) et regretter qu'il n'y ait pas eu un travail éditorial sans conteste mérité. Mais ceci mis à part, il nous semble que Léon Kaptué, malheureusement décédé en 2002 aurait sans doute été heureux de voir qu'il avait fait des émules, contribuant ainsi, avec bonheur à enrichir et poursuivre son œuvre.

Françoise Blum  
CHS-CNRS (France)

## Bibliographie

DONNAT Gaston (1986), *Afin que nul n'oublie : itinéraire d'un anti-communiste*, Paris, L'Harmattan.

KAPTUE Léon (2004), *Travail et main-d'œuvre au Cameroun sous régime français : 1916-1952*, Paris, L'Harmattan [1986].

KAPTUE Léon (1988), *L'expérience syndicale au Cameroun : des origines à 1960*, thèse, université de Yaoundé.